

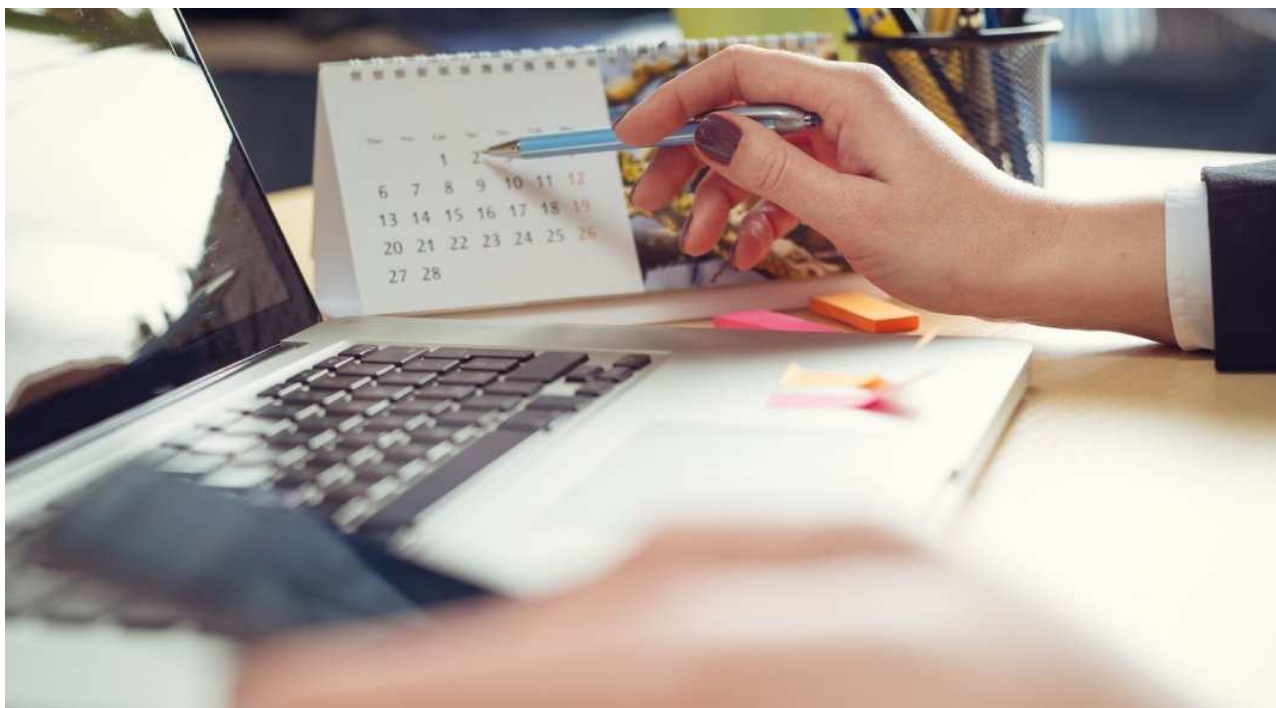
<https://www.aefinfo.fr/depeche/710831>

Erwin Canard

4 min read

Personnels administratifs : une intersyndicale demande à Nicole Belloubet des améliorations du logiciel Op@le

Une intersyndicale de personnels administratifs de l'Éducation nationale (A&I-Unsa, Snasub-FSU, Sgen-CFDT, CGT éduc'action) demande, dans un courrier du 11 avril 2024 à la ministre Nicole Belloubet, "des mesures" concernant le "progiciel" Op@le, un "outil de travail inadapté" selon elle. Et de revendiquer "la simplification de l'utilisation du logiciel", qui engendrerait une "amélioration tangible du quotidien de nos collègues", et "l'étalement du calendrier de déploiement autant que nécessaire", qui "paraît soutenable et ne requiert aucune mesure législative", justifient-elles.



Le démarrage opérationnel du programme Op@le a eu lieu en mars 2018. Shutterstock

Les organisations affirment que "les personnels doivent passer avant l'outil", alors que, actuellement, ils "souffrent pour eux-mêmes mais aussi de n'être plus disponibles pour servir la communauté éducative". L'intersyndicale demande en ce sens une audience à la ministre.

Début avril, la CGT demandait "un moratoire sur le déploiement des nouveaux logiciels et plus particulièrement l'arrêt de la bascule du logiciel Op@le prévue en septembre". Le syndicat indiquait que Nicole Belloubet devrait annoncer "une décision lors du prochain GT du 7 mai" ([lire sur AEF info](#)).

Le démarrage opérationnel du programme Op@le (pour "Outil de pilotage et d'administration financiers en EPLE") a eu lieu en mars 2018. Une enquête de mars 2023 réalisée par A&I-Unsa pointait, comme principaux problèmes d'Op@le, la surcharge de travail, l'ampleur des tâches liées aux paramétrages et reprises des données, l'ergonomie inadaptée et l'absence de hotline.

Les documents du P.L.F. 2024 indiquaient par ailleurs que le coût de la mise en œuvre du logiciel était supérieur aux prévisions : 22 M€ contre 9 M€ ([lire sur AEF info](#)).

Dépêche n° 710831